

LE TEMPS

Russie Mardi 24 mars 2015

«Nous assistons à la fin du mythe Poutine»

Par Propos recueillis par Luis Lema

L'historien russe Andreï Gratchev juge rompu le pacte tacite que le chef du Kremlin avait conclu avec les citoyens russes

Conseiller, puis porte-parole du dernier président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, au début des années 1990, Andreï Gratchev est un observateur particulièrement fin de la réalité russe et des relations internationales*. Sans fard, sans hargne et sans parti pris, il décrit ici les calculs de Vladimir Poutine et les erreurs de l'Occident à son égard.

Le Temps: Vladimir Poutine semble s'appuyer sur des idéologies assez disparates, où se mêle le nationalisme russe, une certaine nostalgie de l'Union soviétique ou encore un violent antiaméricanisme... Comment analysez-vous sa doctrine?

Andreï Gratchev: A propos de «Poutine numéro 3» (celui qui a succédé à Dmitri Medvedev), je parle d'un «bricolage idéologique». Notez qu'aucune des pensées sur lesquelles il s'appuie n'est véritablement nouvelle en Russie. Mais alors que, ces derniers temps, elles pouvaient être considérées comme exotiques, ces idéologies se sont soudainement trouvées en phase avec le nouveau pouvoir russe. Maintenant, elles sont hissées au rang de celles qui incarnent la nouvelle Russie. Dans son évolution intérieure, Poutine est passé par plusieurs étapes. Actuellement, il est à la recherche d'une certaine identité idéologique qui lui fait encore défaut. Déçus par les expériences précédentes, les dirigeants russes qui sont autour de lui se rendent compte qu'ils ne parviennent pas à être suffisamment compétitifs s'ils s'en tiennent à jouer les mêmes règles qui sont en vigueur ailleurs. D'où la tentation d'adopter leurs propres règles dans ce monde nouveau. La Russie, se disent-ils, aura plus de chances de réussir si elle se présente comme une civilisation particulière, une sorte de monde autosuffisant. Cela, pensent-ils, donnerait plus de justification à la politique nouvelle de cette Russie.

- Quelle est cette politique?

- Elle est orientée beaucoup plus qu'auparavant sur la protection du pays face à ce monde extérieur, qu'elle dépeint comme étant agressif à son égard, peut-être anti-russe, prenant la Russie comme une sorte de mal absolu et contre lequel il faut se protéger et s'armer. Parmi les armes, figurent aussi les valeurs spécifiques, propres à la Russie, qui en font une réalité distincte. C'est cette vision du monde qui est exposée dans les discours et les actions du Kremlin.

- Est-ce que cela est de nature à séduire le cœur des Russes?

- Oui, ce discours touche pas mal de cordes. Et d'abord, les cordes qui sont toujours restées présentes au sein de la culture et de la tradition russes. Il ne faut pas oublier le grand débat qui, au XIXe siècle, séparait déjà les élites russes entre les occidentalistes et les slavophiles, ces derniers étant les partisans d'une voie nouvelle de la Russie. De mon point de vue, cela reflétait déjà un malaise national propre à la Russie. En pratique, ce pays est déchiré entre sa tentation d'être l'Europe, ou de le devenir, et celle de maintenir sa particularité et ses spécificités parce qu'elle a peur d'être maltraitée, d'être jugée avec condescendance, discriminée, marginalisée, en somme de rester comme l'élève éternel

d'une Europe qu'elle ne parvient pas à devenir. Mais cela reflète aussi quelque chose de plus profond: ce sont les contradictions internes de cette Russie qui est à la fois Europe mais pas uniquement l'Europe. Car elle est également l'Asie, et ce, pas seulement du point de vue géographique ou de l'histoire et de la culture, mais aussi politiquement. C'est pourquoi je dirais que l'Europe est à l'intérieur de la Russie, plutôt que l'inverse. Et cette Europe à l'intérieur se manifeste de manière différente à travers les générations. Parfois, c'est avec ses dirigeants, comme Pierre le Grand, Catherine II de Russie ou Mikhaïl Gorbatchev, c'est-à-dire tous ceux qui voyaient dans l'Europe l'horizon, l'exemple à suivre pour la Russie et l'espoir de créer avec elle un espace commun, la «maison commune» si on veut rappeler l'expression de Gorbatchev. Dans cette Europe, l'apport de la Russie va être valorisé, va être reconnu comme indispensable et ce, pas seulement au niveau de l'apport russe à sa civilisation et à son histoire – après tout, la Russie était présente dans toutes les batailles européennes.

Mais il ne faut pas oublier une autre partie de cette même Russie qui représentait la tentation asiatique. Comme je le disais, ce versant se traduit également du point de vue politique avec un penchant plus autoritaire du pouvoir, je dirais plus paternaliste dans sa relation avec la société. On peut effectivement recourir à la vieille formule selon laquelle cette frontière traverse la société russe à l'intérieur.

- Cette contradiction s'incarne-t-elle dans le projet de l'Eurasie?

- Oui, d'où ce projet eurasiatique qui se présentait même comme une idéologie lorsqu'il a été formulé pour la première fois, dans les années 1920-1930. Dans un certain sens, il renvoyait déjà aux complexes de cette Russie qui veut à la fois être considérée comme européenne mais hésite à le devenir, c'est-à-dire à accepter toutes les contraintes de cet engagement, tous ces aspects de la culture politique européenne comme le respect de l'individu, le pluralisme des opinions, l'alternance du pouvoir, la division des pouvoirs. Cette «Russie eurasiatique» est d'avis que la spécificité russe suffit à justifier cette distinction. Cette conception est assortie de formules du genre «démocratie souveraine», comme on le faisait autrefois avec les qualificatifs de l'époque soviétique, tels la démocratie «socialiste»... Or, comme on le sait bien, toute qualification est, de fait, une limitation.

- Vladimir Poutine semble s'accrocher de plus en plus clairement à ce concept d'une démocratie assortie de limites...

- Je parle en effet de «Poutine numéro 3» car, à mon avis, nous avons en lui, avec son retour au pouvoir, un dirigeant déjà frustré, et presque trahi par l'expérience et par ses tentatives d'établir, je dirais, des rapports protégés avec le monde occidental. Des rapports qui ne mettraient pas en danger son système, le système Poutine, dont, après tout, la caractéristique essentielle, c'est le maintien du monopole du pouvoir. D'où cette hésitation d'aller au-delà des aspects formels de la démocratie. On peut accepter les élections, le parlement, l'existence de différents partis politiques, même de certaines poches de liberté d'expression lorsqu'elle ne concerne que quelques médias indépendants, mais en même temps, il s'agit d'un modèle qui n'accepte pas l'alternance du pouvoir. Tout cela est mis sur le compte d'une sorte de régime de confrontation, en termes de rapports avec l'Occident. Dans ce contexte, s'il n'y avait pas eu la Crimée et le conflit autour de la Crimée, il aurait fallu les inventer. Le pouvoir russe trouve ainsi une justification pour cette dérive politique.

- Le but est-il d'entretenir à tout prix cette tension?

- Je ne dirais pas que c'est un choix volontaire, mais plutôt un choix imposé. C'est du moins comme cela que Poutine l'interprète. Il est possible qu'à partir du moment où ce système et ce régime ont découvert leur manque de compétitivité, il leur fallait trouver des justifications. Or cette vulnérabilité

est aujourd'hui très grande, pas seulement sur la scène internationale, mais aussi sur le plan interne, avec une économie qui est fragile et qui a de la peine à s'intégrer dans un monde global.

On peut dire que nous assistons à la fin du mythe Poutine, un mythe qui était basé sur une sorte de contrat social, puisqu'il assurait au régime un confort de relation avec la société. Les termes de ce contrat, c'était d'un côté la stabilité politique rétablie après le chaos eltsinien et après le danger de désintégration du pays exemplifié par le soulèvement en Tchétchénie, mais aussi la stabilité économique, basée essentiellement sur l'exception du prix du baril de pétrole qui a accompagné l'arrivée de Poutine au pouvoir en l'an 2000. Face à cette stabilité et à cette prospérité, de l'autre côté, la société acceptait d'accorder le monopole du pouvoir au Kremlin et à son président, sans s'engager dans la protestation ou la mise en cause. Or on découvre maintenant, d'un coup, la fragilité de ce contrat avec la mise en cause de la première condition. Donc la tranquillité du régime est mise en cause elle aussi. A mon avis, c'est déjà le pressentiment de la crise à venir qui a dû rendre nerveux les dirigeants et qui explique en partie leur réaction un peu paranoïaque face à une forme de décomposition de leur sphère de présence et de leur statut dans le monde.

- Voilà donc l'origine de la spirale ukrainienne?

- Il y a eu d'abord la crise géorgienne, en 2008, qui en était une sorte de préfiguration. Mais la crise ukrainienne s'accompagne de l'annonce, cette fois définitive, du départ de certaines républiques ex-soviétiques de la zone d'influence de la Russie. Pour le régime de Poutine, cela signifiait pratiquement la deuxième mort de l'Union soviétique. On était prêt à envisager la recomposition sous une forme «soft» de l'union eurasiennne, avec l'union économique et douanière. Mais d'un coup, cette éruption du volcan ukrainien, c'était l'enterrement de cette perspective. Et donc, le régime, en se crispant, se réfugie dans une matrice plus nationaliste, plus xénophobe aussi. Cela représente un danger pour les anciens alliés de la Russie comme la Biélorussie et le Kazakhstan qui, à leur tour, doivent se poser des questions sur le rôle de «cinquième colonne» que peuvent jouer aujourd'hui les populations russophones sur leur territoire. Mais cela représente aussi un danger pour la Russie elle-même, qui reste un pays multinational et pluri-religieux... On peut émettre des doutes sur l'enthousiasme que vont montrer les Tatars ou les peuples du Caucase pour accompagner cette affirmation russe, presque ethnique, qui est à l'œuvre au Kremlin...

- Dans cette exaltation du caractère russe, l'Ukraine occupe une place particulière...

- Il y a en effet ce problème, d'ordre plus émotionnel. Car l'Ukraine, pour les Russes, c'est un peu ce qu'est le Kosovo pour les Serbes. C'est l'origine de la religion, de l'histoire commune russe. Il est vrai que la proximité des peuples et des cultures transforme quasiment Russes et Ukrainiens en des jumeaux siamois, ce qui rend l'opération de leur séparation bien plus difficile et périlleuse. Mais il y a plus que cela: la contradiction est tout à fait réelle en Ukraine, puisqu'il s'agit d'un Etat composite, constitué de parties si différentes, par leur culture et par leur histoire, comme peuvent l'être la Galicie de l'Ouest, qui faisait partie de la Pologne et de l'Empire austro-hongrois et qui est catholique, ou la partie de l'Est, qui est non seulement russophone mais simplement russe. Cette réunion au sein d'un même Etat de régions aussi différentes faisait déjà de l'Ukraine une variante de la Yougoslavie. Et il y a une autre similitude avec ce pays, puisque, durant la Deuxième Guerre mondiale, certaines parties de cette population se combattaient l'une l'autre, les uns dans les rangs de l'Armée rouge, les autres du côté des Allemands. Tout cela explique une certaine précarité de l'équilibre si on voulait le maintenir sous la forme d'un seul Etat. Un équilibre qui, aux yeux des Russes, a été rompu, voire détruit d'une façon brutale. Derrière cette rupture, les Russes ont peut-être raison de voir l'action des forces extérieures, car les événements de Maïdan - cela vient d'être confirmé par Barack Obama - ne se sont passés sans la présence et la participation des Américains qui ont pratiquement accompagné la prise

du pouvoir à Kiev par la faction la plus radicale, la plus nationaliste et la plus anti-russe de la société ukrainienne, à défaut d'être la plus pro-européenne. Cela a été pris à Moscou comme une sorte de complot, d'où la réaction brutale de Poutine. Face à la perte de Kiev, la compensation était donc la reprise de la Crimée. Puisque l'Ukraine devenait à nouveau candidate à l'entrée dans l'OTAN, pour Poutine cela élevait le conflit en quelque sorte familial entre les Russes et les Ukrainiens au niveau d'un conflit stratégique Est-Ouest. Avec les Américains, c'était le retour de tous les démons de la Guerre froide.

- C'est donc un mauvais coup des Américains?

- Je vois dans l'action des Russes la confirmation qu'ils le voient de cette façon. Ils croient qu'en définitive, les Américains n'ont jamais abandonné la vieille idée d'arracher l'Ukraine à la zone d'influence russe et de briser cette alliance naturelle avec la Russie. Ce que je constate aussi, c'est que c'est de cette façon que les faucons américains - qui ont vécu la fin de la Guerre froide comme l'aboutissement de leur rêve - expliquent asséoir ce qu'ils voient comme la domination mondiale des Etats-Unis en excluant à tout rival du type de la Russie de revenir à la capacité de les défier.

- Et les Européens?

- Curieusement, ce sont eux qui ont payé le prix politique, car l'Europe a été brutalement écartée de la gestion de ce dossier. Il y a un an, le 22 février, en présence de trois ministres des Affaires étrangères européens - français, allemand et polonais - et des représentants ukrainiens et russes, un accord a été conclu qui prévoyait une réforme politique, la décentralisation du pays, la prise en compte des spécificités des régions, dont la Crimée et l'Est, la réduction des pouvoirs du président et des élections anticipées... c'est-à-dire la perspective du départ ordonné du pouvoir de Viktor Ianoukovitch [le président ukrainien]. Mais cette formule de compromis n'a pas tenu le temps de sa signature: quelques heures plus tard, elle a été rejetée par le secteur radical de Maïdan, semble-t-il sous l'impulsion des conseillers américains qui étaient présents. C'est la célèbre formule de Victoria Nuland [secrétaire d'Etat assistante pour l'Europe et l'Eurasie] «Fuck the EU». Eh bien, l'Europe s'étant effacée, le pouvoir à Kiev est passé entre les mains de cette fraction radicale pour qui sonnait en quelque sorte l'heure de la revanche politique. La protestation totalement légitime de Maïdan - face à la pirouette de [l'ancien président Viktor] Ianoukovitch qui a renoncé à la signature des accords avec l'Union européenne - a donc été totalement instrumentalisée. Ce n'est qu'un an plus tard, et un an trop tard, au prix de 6000 victimes, de destructions terribles et de la fracture peut-être irréparable au sein de la société ukrainienne qu'on revient pratiquement à la case départ, c'est-à-dire à l'initiative prise par la vieille Europe qui, dans les accords de Minsk, essaie de recoller les pots cassés et de rétablir le dialogue avec la Russie.

- C'est un retour à la raison, selon vous?

- Maintenant, on entend dans la bouche de Hollande et de Merkel que la Russie doit être impliquée, que l'Ukraine doit être décentralisée et qu'elle ne devrait pas faire partie de l'OTAN. On y voit la réalisation des exigences initiales de Poutine il y a un an. Mais pour la Russie, le prix est terrible: c'est la fracture économique, ce sont les sanctions, mais c'est aussi ce climat de guerre frontale avec l'Europe qui n'ouvre à la Russie que la perspective mythologique du refuge eurasien, soit une alliance encore plus douteuse avec la Chine et tous les contestataires de l'idée européenne. D'où les contacts de Poutine avec les forces dissidentes de l'Union européenne, les extrêmes droites, les extrêmes gauches, que ce soit en Hongrie, avec le nouveau pouvoir grec ou aux côtés de Marine Le Pen.

- C'est une politique délibérée?

– Cela reste de la tactique, car on voit bien que c'est parfois de la gesticulation, et un moyen de tenter de renforcer sa position dans le bras de fer avec l'Occident. J'ai l'impression qu'il est conscient de la fragilité de ses positions, surtout économiques, et qu'il doit donc être intéressé d'éviter de s'engager dans une escalade non contrôlée.

– Les médias russes officiels, pourtant, ne font rien pour amorcer une possible désescalade...

– Vous avez l'effet déplorable de cette culture médiatique, je dirais «à la soviétique», qui malheureusement n'a pas disparu. Finalement, cette propagande ne répond pas à la conviction que la Russie se trouve effectivement face à un danger, mais il s'agit plutôt du réflexe habituel de satisfaire aux demandes des dirigeants politiques, voire de prévenir leurs attentes supposées. Ce qui est regrettable, c'est que cette attitude produit des ravages, avec la montée des pressions nationalistes dignes d'une veille de guerre patriotique. Au final, vous avez cette mobilisation qui se forme derrière la personne du président, au point qu'il bénéficie aujourd'hui du soutien de 90% de la population.

– Un retour en arrière est-il possible?

– Il sera difficile. En Ukraine, nous en sommes arrivés au point où l'adhésion à la logique du pire détermine désormais la survie de chacun. A défaut d'un solide accompagnement collectif, on voit mal comment cet Etat peut-être maintenu. La seule perspective réaliste, c'est une gestion internationale du dossier pour sortir de cette logique de guerre civile. Ou alors, il faut se résoudre à la partition, et commencer à faire des parallèles avec le partage de l'Allemagne dans les années 1950. A cette époque, Konrad Adenauer a résolument choisi l'OTAN. Et il a fallu tirer un trait sur l'unité de l'Allemagne.

– Cette course en avant est-elle encore aggravée par le sentiment d'exclusion qu'a la Russie?

– Là encore, c'est un parallèle allemand qui vient à l'esprit, celui de l'Allemagne de l'après-Versailles. Nous voyons le potentiel de revanche qui peut s'accumuler dans ces situations. Et encore, dans le cas de la Russie, vous avez une condition particulière puisque, à l'inverse de l'Allemagne, ce pays ne se voit pas vaincu mais au contraire victorieux. La Russie a payé un très lourd tribut à la libération de l'Europe. Sans sa contribution, le continent serait peut-être encore nazi. La Russie, c'est aussi un pays qui a trouvé les ressources intérieures pour se libérer de son propre régime totalitaire. Elle l'a fait d'elle-même, mais au lieu d'être admise dans ce monde dont elle rêvait, on lui a collé le statut de pays vaincu, comme si on n'avait nul besoin de compter avec elle. Se croyant sortie de sa crise intérieure, la Russie découvre ainsi que, dans le nouvel ordre international en construction, il n'y a pas de place pour elle, hormis celui d'un rôle d'acteur subalterne, forcé d'obéir à des règles que les maîtres du monde eux-mêmes ne respectent pas, comme au Kosovo, en Irak ou en Libye. Vous le voyez, pour assouvir ses nouvelles ambitions, Vladimir Poutine ne manque donc pas de munitions. Mais face à cette situation, il a décidé de se lancer dans une fuite en avant.

* «Le passé de la Russie est imprévisible. Journal de bord d'un enfant du dégel», Andreï Gratchev, Alma Editeur.